

AVIS DU SM SCOT GRAND DOUAISIS SUR LE SRCAE – Novembre 2011

Application du SRCAE :

Le document manque de clarté quant aux modalités d'application du SRCAE.

- page 15 (§2) : il est indiqué que « *chaque SRCAE comprend (...) par zones géographiques, des objectifs **qualitatifs et quantitatifs** à atteindre (...)* ».
 - o les orientations du SRCAE seront-elles territorialisées ?
 - o si oui comment, sur quelles thématiques en particulier... ?
- page 18 sur l'articulation avec les autres documents :
 - o Le SRCAE est-il un « simple » outils d'orientations ? Nous voyons dans le SRCAE une vocation à être un outil de sensibilisation, de mobilisation de l'ensemble des partenaires et des territoires sur des enjeux de profonde mutation sociétale.
 - o les outils devant être compatibles avec le SRCAE (comme les PCET, les PDU, les PPA) devront-il être révisés ?
 - o Comment le SRCAE sera-t-il pris en compte dans le SRADT en cours de révision ?
- Les particuliers et les entreprises sont mentionnés comme vecteur de propagation du SRCAE mais pas les communes. Pourquoi ?

Sur le rapport – Partie III Perspectives régionales

La cogénération n'est pas mentionnée dans la production d'énergie. Pourquoi ce choix ?

Sur les orientations concernant l'aménagement du territoire :

Alors que les SCoT sont des outils incontournables pour traiter des questions de densité, d'étalement urbain, de limitation des consommations des espaces naturels et agricoles, de mixité fonctionnelle et de déplacements, de biodiversité...rôles réaffirmés et renforcés par la Loi ENE de juillet 2010, nous regrettons que la vision des SCoT portée par les territoires soit absente du projet de SRCAE présenté. Ces outils sont pourtant essentiels pour encadrer l'aménagement et in fine les questions de climat, d'air et énergie. Ils sont mal appréhendés dans la réflexion présentée alors même qu'ils sont essentiels pour travailler sur les thématiques identifiées dans le SRCAE comme l'étalement urbain, la mixité fonctionnelle ou encore le développement des Transports en Commun. Des orientations opposables aux documents d'urbanismes locaux existent déjà sur notre territoire depuis plusieurs 2007, date d'approbation du Scot Grand Douaisis et il est dommage de ne pas les avoir prises en compte, pour s'appuyer sur cette dynamique existante.

Au sujet des mesures déclinées, nous souhaiterions savoir de quelle manière la Région et l'Etat vont-ils suivre et évaluer les indicateurs présentés. Les indicateurs chiffrés vont-ils faire l'objet d'une territorialisation pour être suivis ? Vont-ils rester à l'échelle régionale de grands objectifs à atteindre ? La question se pose par exemple pour l'objectif de consommation d'espace de 500 hectares/an d'ici 2020 sur le territoire de la région Nord-Pas-de-Calais. Par ce questionnaire nous nous interrogeons également sur l'utilisation du SRCAE pour émettre les avis sur les documents des territoires que ce soit les SCoT (même si le lien de compatibilité n'existe pas, quel type de prise en compte juridique de ces objectifs ?), mais également les PCET locaux qui eux devront être compatibles avec ces documents ainsi que les PDU.

Dans le SCoT Grand Douaisis approuvé en décembre 2007 (SCoT SRU) nous avons traité ces questions et nous nous interrogeons sur la territorialisation des objectifs poursuivis par le SRCAE.

- Sur l'étalement urbain et la consommation d'espace, le Scot grand Douaisis a plusieurs orientations concernées :
 - favoriser le renouvellement urbain (40/60)
 - limiter la consommation d'espace à l'aide de mesures chiffrées (700 ha maxi jusqu'en 2030 avec un compte foncier communal) (cf. le tableau en annexe)
- Sur la densité :
 - densifier le nouveau tissu urbain avec une carte de densité par commune (cf. carte en annexe) et des objectifs autour des pôles gares afin d'assurer une meilleure cohérence entre urbanisation et transports collectifs
- Sur la mixité fonctionnelle :
 - assurer la mixité sociale et fonctionnelle des quartiers
 - développement des liaisons douces
 - favoriser le développement d'un urbanisme de projet

Enfin quelques remarques spécifiques sur :

- AT3 : qu'entendez-vous par « collectivités territoriales infrarégionales » ?
- AT4 – objectifs 2020 : quelles sont les 148 communes de plus de 5000 habitants et emplois desservies par le TER et qui devront construire d'ici 2020 des locaux tertiaires ? Pouvez vous expliquer ce critère des + de 5000 habitants et emplois.
- AT5 – indicateurs de suivi : pouvez vous expliquer le critère retenu de la « proportion population/emploi des projets d'éco quartiers développés en région ?

Sur les orientations concernant le bâtiment :

- BAT 1 : Pour compléter les suggestions de mesure nationales complémentaires, il faudrait citer la prise en compte du coût global d'une opération de construction ou de rénovation lors du calcul du prêt consenti aux ménages et notamment le taux d'endettement maximum imposé par les banques. En effet un ménage qui va réaliser des travaux de rénovation importante de son logement et donc par la même baisser sa facture énergétique et donc relever sa capacité financière devrait pouvoir monter à un taux d'endettement plus élevé.
- BAT2 : Vous ne citez pas l'objectif de réduction de 38% de la consommation énergétique du parc tertiaire visée dans le Grenelle. Pourquoi.

De plus nous déplorons encore une fois que le patrimoine des communes soit intégré (et noyé) dans l'item « parc tertiaire » alors que les usages, les acteurs et les moyens financiers mobilisables ne sont pas les mêmes.

- BAT 3 : vous ne citez (ou ne distinguer pas particulièrement) ni le CD2E, ni les chambres des métiers comme des acteurs concernés pour informer et former les acteurs du bâtiment, notamment sur la question de l'utilisation des éco matériaux et le respect des réglementations.

Nous avons dans le cadre de la stratégie d'amélioration du patrimoine communal mis en avant le rôle incontournable de ces structures auprès des entreprises et des lycées de formation professionnelle du bâtiment, pour mettre en place les formations nécessaires.

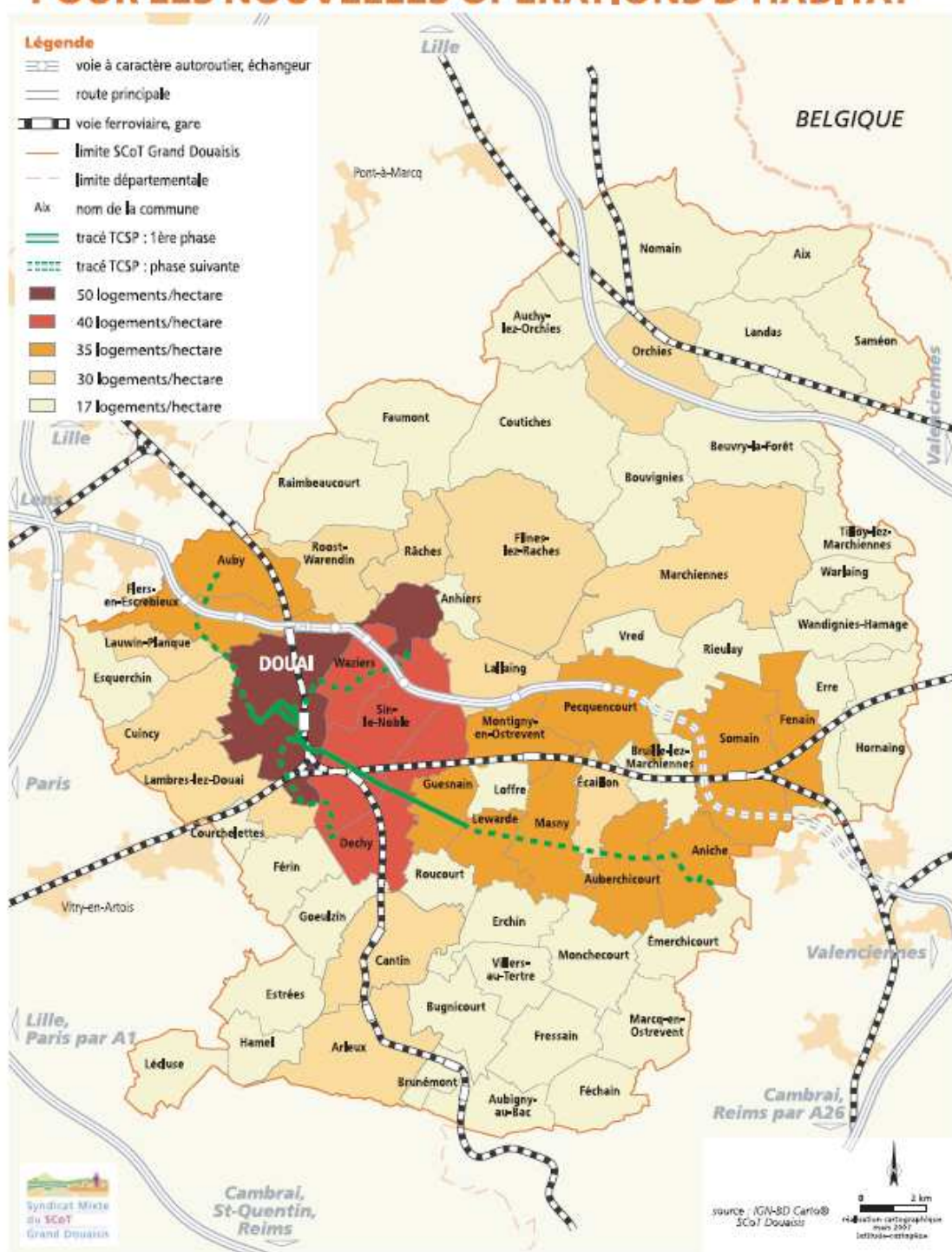
Sur les orientations concernant les énergies renouvelables :

- ENR2 : il n'est pas fait mention des communes, ni de leur place dans la production énergétique locale. Or les communes et les communautés de communes doivent devenir des acteurs majeurs dans ce domaine.
- ENR3 indique : « *il est estimé que chaque territoire de SCoT pourrait se doter d'une installation de méthanisation* ». Quel est le rapport entre le périmètre de SCoT (qui est de taille variable et selon la localisation à caractère plutôt urbain, rural ou périurbain) et un projet de méthanisation qui est fortement dépendant de l'implantation d'une activité agricole?
- ENR3 : Il est important également de souligner dans les projets de méthanisation, l'implication des citoyens, leur information nécessaire pour que ces projets, une fois implantés puissent réellement fonctionner. La concertation est primordiale pour ces projets.

Annexes

Carte de densité

OBJECTIFS DE DENSITE MOYENNE PAR COMMUNE POUR LES NOUVELLES OPERATIONS D'HABITAT



ORIENTATION CARTOGRAPHIQUE 10 : OBJECTIFS DE DENSITE MINIMUM PAR COMMUNE POUR LES NOUVELLES OPERATIONS D'HABITAT

Tableau – compte foncier par commune

Tableau 15 :
Attribution des surfaces maximales à ouvrir à l'urbanisation

Commune	Surface maximale à ouvrir à l'urbanisation à horizon 2030	Surface dérogée (hors zones à vocation économique, cf 122-2 du CU)	Surface maximale autorisée à horizon 2030 tenant compte des dérogations	Objectif intermédiaire à 2018
Arleux	10		10	5
Aubigny-au-Bac	7		7	3,5
Brunémont	3	1,6	1,4	1
Bugnicourt	9	11,1	0	0
Candin	8	7	1	0,5
Erchin	5		5	2,5
Estrées	7	4,4	2,6	1,5
Féchain	10	5,7	5,3	3
Férin	11	7,2	3,8	2
Fressain	5		5	2,5
Goeldin	7		7	3,5
Hamel	5	2,3	2,7	1,5
Léduse	7	3	4	2
Marquén-Ostrevent	4		4	2
Monchecourt	11		11	5,5
Roucourt	4	1	3	1,5
Villers-aux-Tourtes	5		5	2,5
Somme PÔLE ARLEUX	119	43,3	77,8	40
Auby	15	49	0	0
Courchelettes	13		13	6,5
Cuincy	12		12	6
Dechy	11		11	5,5
Douai	42		42	21
Esquerchin	6		6	3
Flers-en-Éscrebieux	11		11	5,5
Guesnain	9		9	4,5
Lambres-lez-Douai	12	12,5	0	0
Laurwin-Panque	5	7,6	0	0
Roost-Warendin	14		14	7
Sin-le-Noble dont la ZAC du Raquet	95	2,5	92,5	80
Waziers	12		12	6
Somme PÔLE DOUAI	257	71,6	222,5	145
Anhiers	3		3	1,5
Faumont	12		12	6
Flines-lez-Raches	19		19	9,5
Marchiennes	17		17	8,5
Râches	7		7	3,5
Raimbeaucourt	27	10,8	16,2	8
Tilloy-lez-Marchiennes	5		5	2,5
Vred	10		10	5
Wandignies-Hamage	13		13	6,5
Warlaing	6		6	3
Somme PÔLE FLINES-LEZ-MARCHIENNES	119	10,8	108,2	54
Écaillon	7	6	1	0,5
Lallaing	19	10,1	8,9	4,5
Lewarde	7		7	3,5
Loffre	7		7	3,5
Masny	11	2,4	8,6	4,5
Montigny-en-Ostrevent	13		13	6,5
Pecquencourt	15		15	7,5
Somme PÔLE MONTIGNY-LEZ-PECQUENCOURT	78	18,5	59,6	30,5
Aix	10		10	5
Auchy-lez-Orchies	12		12	6
Beuvry-lez-Forêt	18		18	9
Bouvignies	11		11	5,5
Coutiches	22	5,4	16,6	8,5
Landas	18		18	9
Nomain	15		15	7,5
Orchies	19	10	9	4,5
Saméon	12		12	6
Somme PÔLE ORCHES	137	15,4	121,6	61
Aniche	21		21	10,5
Auberchicourt	11		11	5,5
Brülle-lez-Marchiennes	8	2,8	5,2	2,5
Émerchicourt	7	8,9	0	0
Erre	10		10	5
Fenain	16	12,6	3,4	1,5
Hornaing	20		20	10
Rieubray	10		10	5
Somain	31		31	15,5
Somme PÔLE SOMAIN-LEZ-ANICHE	134	24,3	111,6	55,5
TOTAL	844	183,9	701,3	386